



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE¹

Ministère chargé de
l'environnement

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement



N° 14734*03

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Opération de rénovation urbaine du quartier Bayard à Pontcharra (38).

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH)

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

SANHET Marc : Directeur du Développement et du Patrimoine

RCS / SIRET

0 5 8 5 0 2 3 2 9 0 0 0 5 3

Forme juridique

SA

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
6a	Construction d'une voie dans le domaine public de la commune - 6a.
39b	Opération d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha
41	(surface totale de 2,8 ha (nouveaux bâtis, voies de circulations internes, espaces verts, square, etc.)) - 39b
	Construction d'une aire de stationnement de plus de 50 places - 41.

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet concerne la rénovation urbaine du quartier Bayard situé sur la commune de Pontcharra (38), qui implique :

- La démolition des 5 tours d'habitation et de la chaufferie attenante et conservation de la halte garderie située au centre du site ;

- Un projet d'aménagement urbain qui, une fois les tours d'habitation démolies et la démolition des réseaux de chauffage et neutralisation des anciens réseaux, consiste à créer des voies nouvelles pour désenclaver le site, aménager des espaces verts et cheminements doux et réaliser l'ensemble des réseaux divers et équipements pour desservir les nouvelles constructions.

Le projet envisage la construction de 52 logements locatifs et associatifs, 72 logements en accession libre et 12 logements en accession sociale.

4.2 Objectifs du projet

Le projet concerne la rénovation urbaine du quartier Bayard. L'orientation est de désenclaver et de revaloriser complètement ce quartier pour en faire un lieu de vie confortable et attrayant dans une démarche urbaine d'éco-quartier apaisé.

Le projet s'articule ainsi autour des grands principes suivants :

- Diversification des produits (accession libre, locatif social, accession sociale) ;
- Diversification des formes urbaines (maisons en bande, petits collectifs) ;
- Désenclavement du quartier par la création de voiries et équipements structurants ;
- Production de logements à faible consommation d'énergie ;
- Création d'espaces verts qualitatifs partagés et protégeant la biodiversité ;
- Développer les modes doux ;
- Intégrer les équipements publics ou associatifs et repositionner le lieu de culte sur la commune (à charge de la ville).

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux s'effectueront en plusieurs phases :

- Phase 1 : Démolition de la tour E et réalisation du premier tronçon de la voie structurante est-ouest sur 110 m environ ; 2021/2022 : Relogement de la tour B ;
- Phase 2 : Démolition tour A et réalisation du deuxième tronçon de la voie structurante est-ouest sur une longueur équivalente et création de la placette; 2022/2023 : Relogement de la tour 4 ;
- Phase 3 : Démolition de la tour B, réalisation des abords côté avenue du Granier ; 2023/2024 : Relogement de la tour 5 ;
- Phase 4 : Démolition de la tour B et aménagements des abords de l'angle allée des Savoyardes/rue des Mettanies ;
- Phase 5 : Démolition de la tour C ainsi que la chaufferie et prolongement des abords rue des Mettanies.

Dans chacune des phases est intégrée une partie des aménagements d'accompagnement : espaces verts, cheminement piéton/cycles. Il sera nécessaire de démolir la tour C en dernier car elle intègre la chaufferie existante qui alimente par ailleurs la halte garderie. Le phasage tient compte aussi de la topographie du site et de la localisation des réseaux structurants périphériques.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

En phase d'exploitation, le projet conduira à la rénovation d'un quartier qui s'est dégradé au fil des années, notamment car il présente les marqueurs d'un secteur en voie d'isolement (retrait par rapport aux autres quartiers, proximité avec une usine, vétusté des immeubles, ...).

Aussi, le parti d'aménagement prévoit :

- La création d'une voie structurante est-ouest à double sens, reliant la rue Coisetan à l'avenue du Granier. Elle comprend la voie nouvelle, le recalibrage et le prolongement de l'allée de la Savoyarde vers Coisetan ;
- La réalisation d'une placette à l'intersection de cette voie et de l'allée de la Savoyarde existante ;
- La reprise des abords de l'avenue du Granier et de la rue des Mettanies (stationnements, trottoirs, accès aux constructions) ;
- La création d'un cheminement piéton/cycles traversant le site d'est en ouest ;
- La création d'une chaufferie collective avec 2 solutions envisagées à ce jour : gaz cogénération ou bois (granulés) ;
- La reprise et la création de réseaux : eaux pluviales, eaux usées, adduction d'eau potable et branchements aux îlots, réseau de chauffage et coffrets de branchement aux îlots, fourreaux et chambres de tirage pour réseau téléphonique, emprises pour réseau basse et moyenne tensions et transformateurs électriques ;
- L'aménagement des espaces verts publics, jardins partagés et des aires de jeux, comprenant les équipements et mobiliers urbains (bancs, fontaine, sanitaires, sanichien) ;
- L'aménagement de stationnements pour véhicules électriques avec équipement, et autres places de stationnement publiques ;
- Les éléments de signalisations verticale et horizontale ;
- Les espaces de collecte de déchets ;
- L'éventuelle extension de la crèche.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Déclaration loi sur l'eau.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Le site occupe une superficie de 28 000 m ² (soit 2,8 ha), actuellement occupé par 11 766 m ² surface habitable répartie sur les 5 tours, 90 m ² environ de chaufferie et environ 465 m ² de halte garderie (176 m ² de halte garderie dans une des tours).	
Le projet envisage une emprise au sol des nouveaux logements en lots privés de 14295 m ² . La surface de plancher totale est de 9802 m ² et la surface habitable totale de 9252 m ² . L'emprise des voiries communales, trottoirs ou cheminements est de 4680 m ² . L'emprise des bâtiments (hors constructions), des accès et parking privé est de 9025 m ² .	

4.6 Localisation du projet**Adresse et commune(s)
d'implantation**

Quartier Bayard sur la commune de Pontcharra en Isère (38), région Auvergne - Rhône-Alpes.

Coordonnées géographiques¹

Long. 6° 00' 55" 489 Lat. 45° 26' 16" 792

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ° ' " Lat. ° ' "

Point d'arrivée :

Long. ° ' " Lat. ° ' "

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☒

Non ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPBE de l'Isère (version deuxième étape) concernant les infrastructures nationales dont le trafic annuel est supérieur à 8 200 véhicules/jour (routes, autoroutes) et 82 trains/jour (voies ferrées). Cette deuxième étape du PPBE a été arrêtée le 25 mai 2015 par le préfet et approuvée le 26 mai 2015.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

<p>Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?</p> <p>Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>PPRni Isère Amont approuvé par arrêté préfectoral le 30 juillet 2007. En totalité situé hors des zonages réglementaires du PPRni.</p> <p>PPRN multirisques approuvé le 02/08/2007 par arrêté préfectoral. En totalité situé dans le "zonage BC1 : zones d'aléa faible" lié aux crues rapides des rivières (Isère et Bréda).</p>
<p>Dans un site ou sur des sols pollués ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans une zone de répartition des eaux ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans un site inscrit ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</p>	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
<p>D'un site Natura 2000 ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le site Natura 2000 le plus proche est la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) du "Réseau de zones humides dans la combe de Savoie et la basse vallée de l'Isère" (FR8201773), située à 3,8 km au nord. La ZSC "Hauts de Chartreuse" (FR1100795) est située à 5,5 km à l'ouest.</p>
<p>D'un site classé ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le site classé le plus proche correspond aux "Abords du couvent de la Grande Chartreuse" (identifiants 376S2, 442S1, 446S4), situé à 16 km au sud-ouest.</p>

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun prélèvement direct dans le milieu naturel ne sera effectué.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet engendrera la dégradation d'une flore commune et des perturbations d'une faune également commune s'y abritant (cf. annexe complémentaire). Certains arbres situés au centre et en partie nord du projet sont identifiés comme "Bosquets à protéger" au plan de zonage du PLU de Pontcharra, approuvé le 25/01/2018 et seront donc maintenus. Les travaux peuvent disséminer les espèces végétales exotiques envahissantes inventoriées (cf. annexe complémentaire).
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'impliquera pas d'incidences sur des milieux ou des espèces animales et végétales de la Directive européenne "Habitats naturels - faune - flore". Ces espaces contractuels sont situés à distance (le plus proche à 3,8 km) et déconnectés écologiquement du projet (cf. annexe complémentaire). De plus, aucun habitat ni aucune espèce d'intérêt communautaire n'a été inventorié au droit du projet.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'engendrera pas de consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers ou maritimes puisqu'il se situe aux droit d'une zone urbaine (UB) au plan de zonage du PLU de Pontcharra.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Selon le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs de Pontcharra, l'ensemble des axes routiers est concerné par le risque Transport de Matières Dangereuses, notamment la D523B en limite ouest du projet. Le risque TMD est présent le long de la voie ferrée et passe à 250 m à l'ouest du projet. Le PLU identifie le projet dans la "zone de protection" liée au TMD du réseau routier. ICPE : Arcelor Mittal, Girod SA, Lidl, Sibrecsa, Sonoco Alcore, Transport de Savoie, VMA, Sopodis SAS. La commune est concernée par les zones de submersion de plusieurs barrages situés en Savoie.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Selon le DICRIM: risques inondation et crue torrentielle, mouvement de terrain (zone d'aléa faible pour le risque de retrait-gonflement des argiles), tremblement de terre et risque météorologique.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase travaux, la circulation des engins et les démolitions prévues seront source de poussières, de bruit et de vibrations, sources de nuisance pour les riverains et les utilisateurs de la crèche.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet, en phase exploitation, n'ajoutera pas de trafic supplémentaire et n'induit pas la construction d'une route supplémentaire au maillage viaire.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Le projet, en phase exploitation, n'induit pas plus de bruit. En phase de travaux, le projet (engins) engendrera des nuisances sonores sur la population occupant les habitations alentours et sur les occupants de la crèche. Le projet n'est pas situé à proximité de voies de transports terrestres inscrites dans le classement sonore des infrastructures de l'Isère. En revanche, une usine est proche.

Emissions	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase de travaux, la démolition des bâtiments existants pourra engendrer des vibrations. Le projet s'inscrit en zone urbaine, déjà soumis aux vibrations de la circulation routière.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet prévoit une modification de l'éclairage public, notamment aux abords des cheminements piétons, diminuant la pollution lumineuse. Il sera source d'émissions lumineuses moindres qu'actuellement.
	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase de travaux, la démolition de bâtiments existants et la circulation des engins de terrassement pourront engendrer des rejets de poussières dans l'air. En phase exploitation, le projet, se composant d'une chaufferie, induira un rejet supplémentaire.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Un système d'assainissement est prévu dans le projet. Celui-ci prévoit la reprise et la création de réseaux : eaux usées et adduction d'eau potable. La gestion des eaux pluviales se fera par infiltration. Le projet est situé en zone desservie par le réseau d'assainissement collectif. Aucun rejet non géré ne sera fait dans le cadre du projet.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase de travaux, des déchets inertes seront émis (liés au chantier : palettes bois, plastique, bidons de peinture, sac de ciments, ...). Aucun déchet dangereux ne sera émis. L'amiante éventuellement découverte sera traitée selon la réglementation en vigueur. En phase exploitation, le projet n'induit pas plus de déchets qu'aujourd'hui (même nombre d'usagers a priori). Si c'est le cas, la gestion est assurée.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet implique une opération de rénovation urbaine sans engendrer un changement d'usage du sol.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Délimiter physiquement et strictement l'emprise du chantier ;

Adopter une vigilance en phase chantier quant à l'apport et la dissémination d'espèces végétales envahissantes exotiques ;

Désamiantage préalablement à toute démolition, si besoin ;

Signaler le chantier et séparer les flux (engins / riverains) pour garantir une sécurité optimale ;

Prévoir une gestion des déchets (bennes fermées) et éventuellement un arrosage des secteurs pour limiter l'envol de poussières, à condition que les matériaux s'y prêtent et que l'eau soit ensuite collectée et ne soit pas directement rejetée dans le milieu naturel.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet est une requalification urbaine qui s'inscrit dans un secteur présentant peu d'enjeux environnementaux. Moyennant une réflexion intégrant un parti paysager et une attention envers les entreprises de BTP, le projet sera vertueux du point de vue de toutes les thématiques environnementales.

Il ne semble donc pas nécessaire de réaliser un dossier d'étude d'impact, mais plutôt une note environnementale au sein des DCE.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

Annexe complémentaire : Note sur les enjeux écologiques de la zone de projet (en rattachement à la partie 6.1/Milieu naturel).

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à Echirolles

le, 23/04/2019

Signature


SDH AL
Groupe ActionLogement

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
POUR L'HABITAT
34, Av. Grugliasco
38130 ECHIROLLES



Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH)

34 Avenue de Grugliasco, 38130 Echirolles

Tél. : 04 76 68 39 39

**NOTE COMPLEMENTAIRE A LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS AU TITRE DE LA
CATEGORIE N°39B DE L'ARTICLE R.122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
PROJET DE RENOVATION URBAINE DU QUARTIER BAYARD A PONTCHARRA (38)**



DEPARTEMENT DE L'ISERE (38)



Ingénieurs conseils en aménagement durable du territoire

42 boulevard Antonio Vivaldi
42 000 SAINT-ETIENNE

Tél. 04 77 92 71 47 / contact@eco-strategie.fr
www.eco-strategie.fr

SOMMAIRE

Sommaire.....	1
Synthèse écologique	2
I.1. Méthodologie générale	2
I.2. Présentation générale de la zone de projet	3
I.3. Contexte naturel général	4
I.4. Résultats des inventaires écologiques	6
I.5. Préconisations vis-à-vis du projet.....	10
Annexe : arrêté départemental n°2000-1572.....	11

SYNTHESE ECOLOGIQUE

I.1. Méthodologie générale

Des **visites de terrain et des inventaires naturalistes** ont été menés les 9 octobre et 5 décembre 2018, puis le 12 mars 2019 par M. Benoît Daimé et M. Thibault Soltys, chargés d'études naturalistes du cabinet Eco-Stratégie.

Le site, de 2,8 ha, a été parcouru à pied selon des transects aléatoires afin de caractériser les grands types de milieux naturels présents, ainsi que de réaliser un inventaire des espèces végétales et animales.

Ces passages sont présentés dans le tableau ci-après.

N° Passage	Date	Prospecteur	Météo	Période journalière	Horaires	Groupes étudiés	Méthode
1	09/10/18	BD	Dégagé, 16-20°C, vent nul à faible	Matin	11:00-13:30	Flore, Entomofaune, Avifaune, Herpétofaune, Mammalofaune	Transects aléatoires
2	05/12/18	TS	Dégagé, 12°C, vent nul	Après-midi	13:30-14:30	Avifaune hivernante, Chiroptères (gîtes)	Transects aléatoires
3	12/03/19	BD	Dégagé, -1°C, vent nul	Matin	08:30 – 14:30	Avifaune, reptiles, flore vernale	Transects aléatoires
			Couverture nuageuse à 90%, 8°C, vent nul à faible	Soirée	20:05 – 20:15	Rapaces nocturnes	Points d'écoute

Les prises de vue réalisées lors de ces visites et présentées dans cette note complémentaire sont localisées en Figure 1.

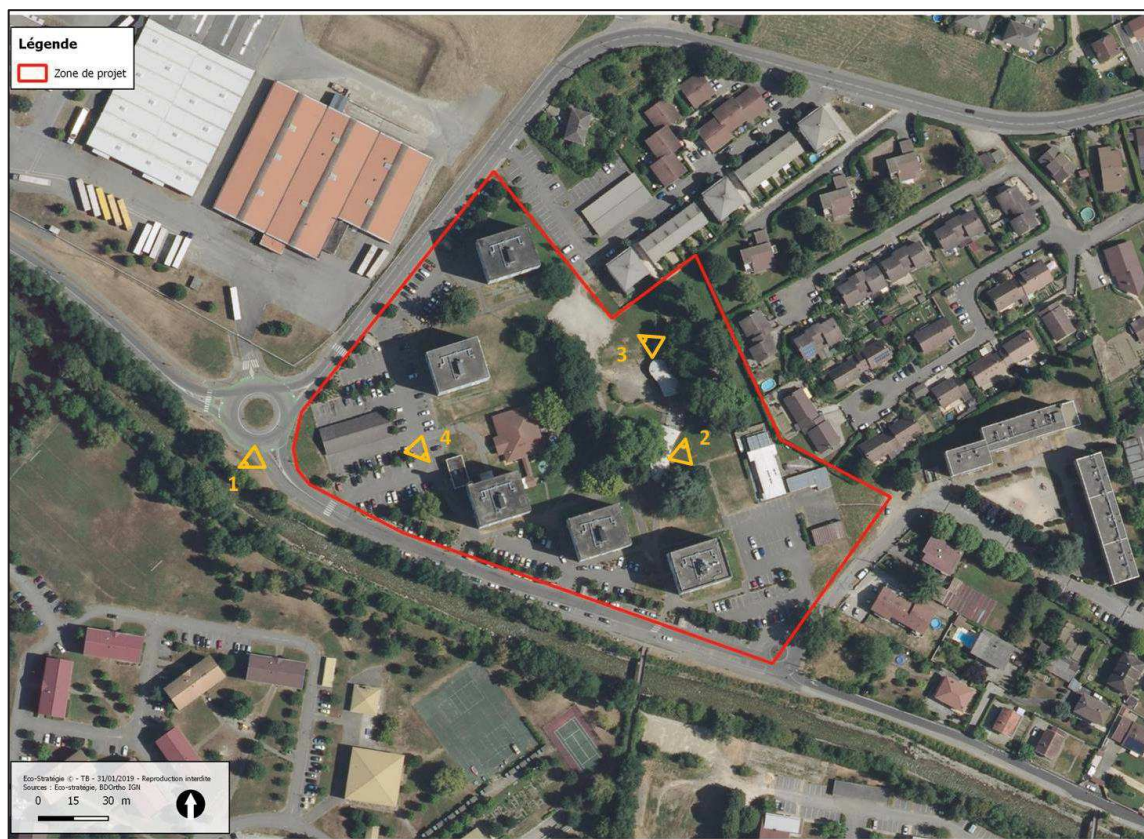


Figure 1 – Localisation des prises de vue des photographies réalisées les 9/10/2018 et 5/12/2018 par Eco-Stratégie sur la zone de projet

I.2. Présentation générale de la zone de projet

La zone de projet se situe dans une zone urbaine de la commune de Pontcharra. La Figure 2 localise la zone de projet au sein de la commune de Pontcharra. La Photographie 1 illustre sa localisation au sein du tissu urbain.

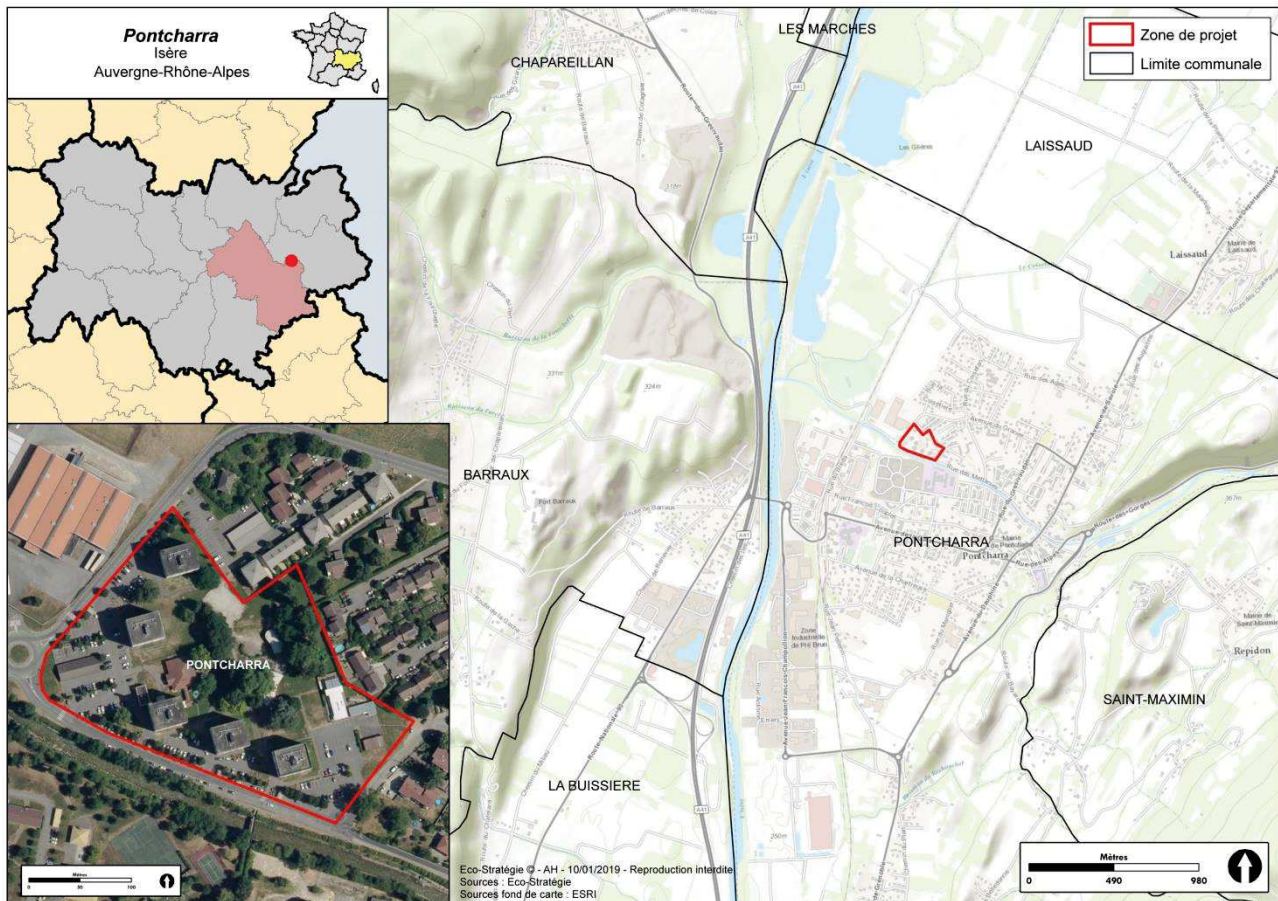


Figure 2 – Localisation de la zone de projet



Photographie 1 – Insertion de la zone de projet au sein du tissu urbain, point de vue 1 sur la Figure 1 (Eco-Stratégie, le 05/12/2018)

I.3. Contexte naturel général

- **Zonage du milieu naturel : sites Natura 2000 et Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique ou Floristique (ZNIEFF)**

Le projet s'inscrit en dehors de tout zonage naturel Natura 2000 ou ZNIEFF.

Le site Natura 2000 le plus proche est la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) du "Réseau de zones humides dans la combe de Savoie et la basse vallée de l'Isère" (FR8201773), située à 3,8 km au nord. La ZSC "Hauts de Chartreuse" (FR1100795) est située à 5,5 km à l'ouest.

La ZNIEFF la plus proche est la ZNIEFF de type 1 "Forêt alluviale de Chapareillan" (n°38190004), située à 260 m à l'ouest. La ZNIEFF de type 2 "Zone fonctionnelle de la rivière Isère entre Cevins et Grenoble" (n° 820032104) est située à 260 m à l'ouest et son contour correspond à cet endroit à celui de la ZNIEFF de type 1 présentée ci-avant.

La figure suivante présente le contexte écologique (Natura 2000 et ZNIEFF) de la zone de projet.

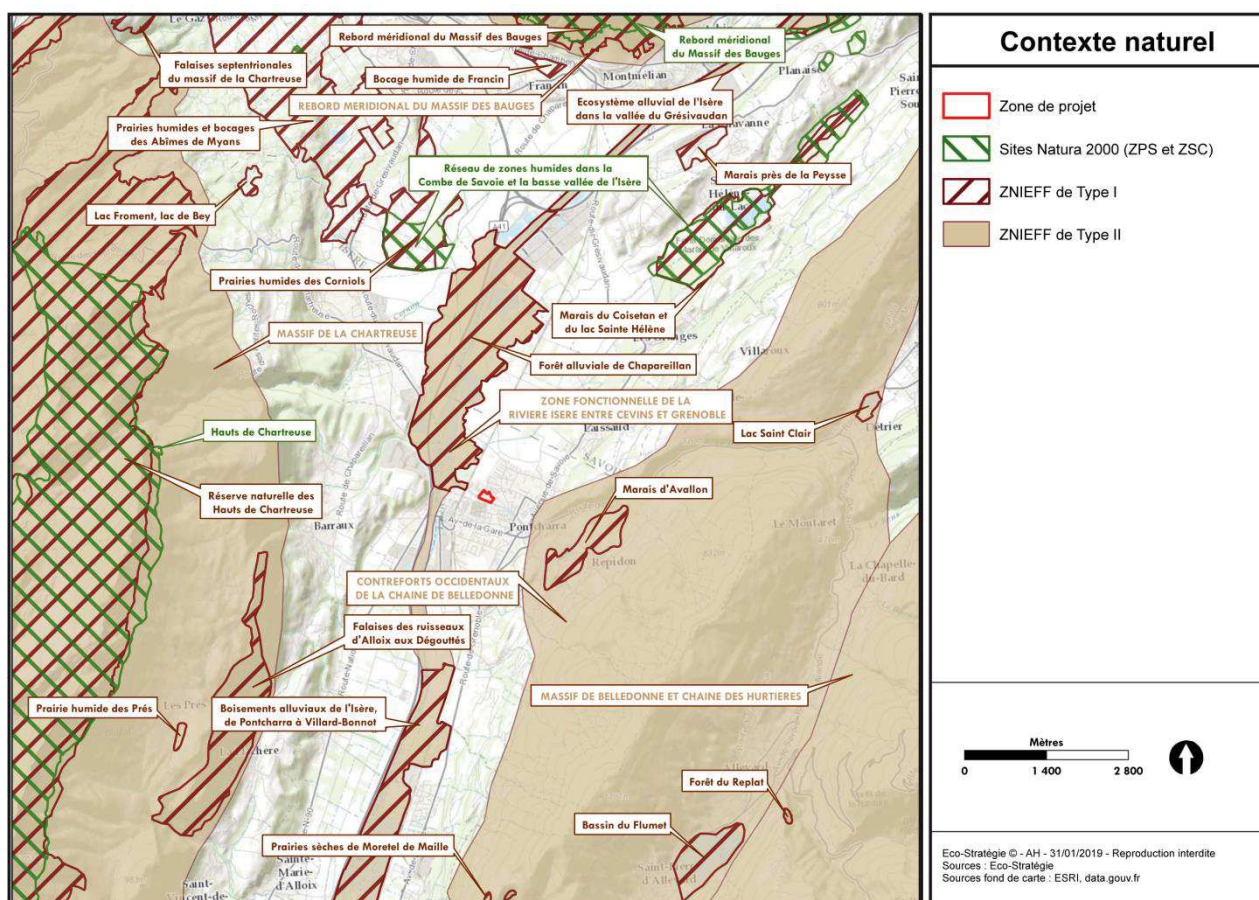


Figure 3 – Contexte écologique de la zone de projet : Natura 2000 et ZNIEFF

- **Autre zonage du milieu naturel**

Le projet s'inscrit en dehors des zonages réglementaires, d'inventaires ou de gestion suivants : Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope, Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux, Parc Naturel National ou Régional, Réserve Naturelle Nationale ou Régionale, Espaces Naturels Sensibles, sites du Conservatoire d'Espace Naturel.

- **Zones humides**

L'inventaire départemental des zones humides de l'Isère a été mis à jour en 2017 par compilation des données produites depuis 2010 par le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) mais également d'autres maîtres d'ouvrage ayant opéré des inventaires complémentaires depuis 2010 (ONF sur les forêts publiques, syndicat de rivière,...) mais également par

intégration des cartographies Natura 2000 validées par le Conservatoire Botanique National du Massif Central (CBNMC).

Le projet s'inscrit en dehors de toute zone humide inventoriée. La Figure suivante présente les zones humides inventoriées à proximité de la zone de projet.

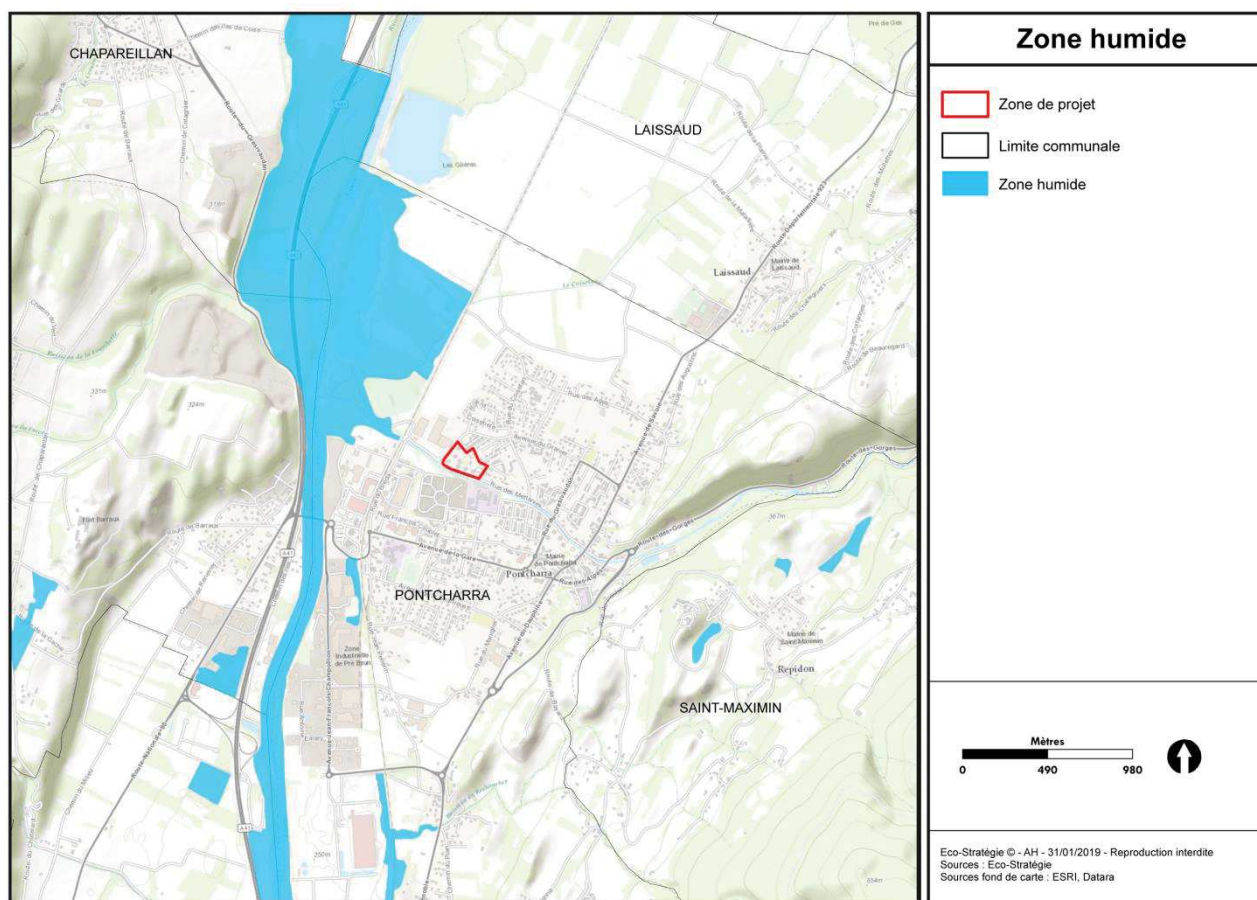


Figure 4 - Localisation des zones humides à proximité de la zone de projet

- **Pelouses sèches**

Le département de l'Isère a fait l'objet d'études d'habitats naturels et de prospections spécifiques aux pelouses sèches associant différents partenaires et territoires. En 2015, le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Isère a collecté l'ensemble des données pour réaliser une agrégation départementale.

Le site du projet s'inscrit en dehors de ce réseau. La figure suivante localise les pelouses sèches proches du projet.

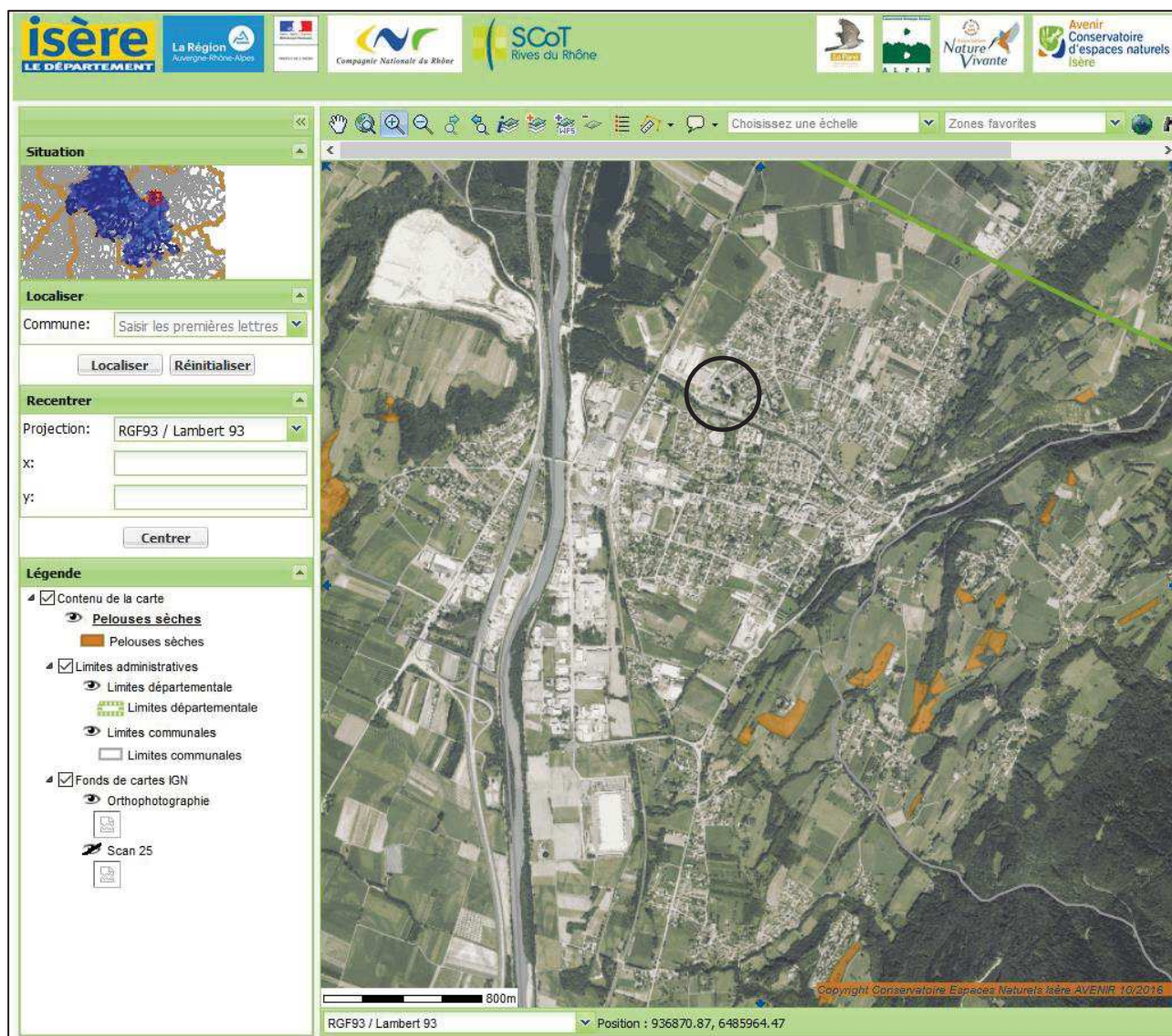


Figure 5 – Localisation des pelouses sèches inventoriées par rapport au site du projet ; cercle noir : site du projet (source : CEN Isère)

I.4. Résultats des inventaires écologiques

• Occupation des sols - Habitats

Les surfaces impactées par l'emprise du projet correspondent actuellement à du bâti, des zones bitumées et à un parc urbain composé de zones rudérales à sols remaniés et de végétation herbacée basse à arbres isolés.

Le projet privilégie la construction de nouveaux bâtiments en lieu et place de bâtiments existants. Ainsi, la consommation d'espaces et l'occupation des sols seront peu impactés par le projet. Toutefois, des bâtiments seront construits sur des zones actuellement non bâties, notamment dans la moitié nord de la zone du projet. Ces nouveaux espaces consommés accueillent des habitats à potentialités écologiques faibles : arbres isolés situés au sein de végétations herbacées entretenues.

Aucun habitat communautaire n'a été identifié au niveau de la zone du projet.

Les habitats naturels présents sur la zone du projet sont communs et sans enjeux de conservation. Le potentiel d'accueil pour la biodiversité locale est faible.

L'enjeu potentiel lié aux habitats naturels est faible.



Photographie 2 – Vue sur la végétation basse herbacée et les arbres isolés du parc situé au centre de la zone de projet, point de vue 2 sur la Figure 1 (Eco-Stratégie, le 5/12/2018)



Photographies 3 et 4 – Vue sur un sol remanié de la zone de projet, point de vue 3 sur la Figure 1 (à gauche) et vue sur des arbres isolés et une zone bitumée sur la zone de projet, point de vue 4 sur la Figure 1 (à droite) - Eco-Stratégie, le 9/10/2018)

• Faune

Avifaune

Au total, 24 espèces d'oiseau ont été inventoriées dans le cadre des inventaires réalisés en octobre 2018 et mars 2019.

Les espèces recensées sur la zone de projet sont : Bergeronnette grise, Chardonneret élégant, Corneille noire, Epervier d'Europe, Mésange charbonnière, Moineau domestique, Pie bavarde, Pigeon biset, Pinson des arbres, Rouge-gorge familier, Tourterelle turque, Choucas des tours, Canard colvert, Fauvette à tête noire, Roitelet triple-bandeau et Merle noir.

Le Cassenoix moucheté, le Cincle plongeur et la Bergeronnette des ruisseaux ont été recensés à proximité de la zone de projet, le long du cours d'eau « Le Bréda ». Le Moineau domestique, l'Etourneau sansonnet, le Verdier d'Europe, le Pouillot véloce et le Grimpereau des jardins ont également été inventoriés à proximité de la zone de projet.

A noter la présence de Serin cini et de Pie bavarde nicheuse à proximité immédiate du site (relevé du 30 avril 2019).

Parmi ces espèces :

- Toutes sont communes localement et certaines sont considérées comme « nicheur possible » sur la zone de projet (notamment la Mésange charbonnière et la Tourterelle turque dans les arbres et/ou bâtis existants) ;
- Dix-sept espèces sont protégées à l'échelle nationale (par l'article 3 et l'article 6 de l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés et les modalités de leur protection. Sont notamment interdits : *« sur tout le territoire et tout le temps : la destruction intentionnelle ou l'enlèvement des œufs et des nids ; la perturbation intentionnelle des oiseaux, notamment pendant la période de reproduction et de dépendance, pour autant que la perturbation remette en cause le bon accomplissement des cycles biologiques de l'espèce considérée »* et *« sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants : la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos »* ;
- Aucune espèce n'est d'intérêt communautaire (identifiée à l'annexe I de la Directive Oiseaux) ;
- Aucune espèce n'est déterminante ZNIEFF ;
- Aucune espèce n'est d'intérêt patrimonial.

Certaines espèces nichent possiblement dans les arbres identifiés sur la zone. Les vieux arbres remarquables restent potentiellement les plus intéressants pour la nidification de ces différentes espèces, par la formation de cavités naturelles.

L'avifaune présente un enjeu écologique faible sur la zone de projet.

Insectes

Au total, 2 espèces d'insectes ont été inventoriées dans le cadre des inventaires réalisés. Le Vulcain a été inventorié **sur la zone de projet** et le criquet duettiste à proximité.



Photographie 5 – Vulcain (photo prise hors du site, ECO-STRATEGIE)

Parmi ces espèces :

- Aucune n'est protégée à l'échelle nationale ;
- Aucune espèce n'est d'intérêt communautaire (identifiée à l'annexe II de la Directive Habitats) ;
- Aucune n'est déterminante ZNIEFF ;
- Aucune n'est d'intérêt patrimonial.

Les insectes présentent un enjeu écologique faible sur la zone de projet.

- **Flore**

Au total, 36 taxons ont ainsi été recensés dans le cadre des inventaires réalisés, 26 sur la zone de projet et 10 à proximité.

Il n'y a pas de liste exhaustive spécifique aux nouveaux secteurs d'implantation des bâtiments, néanmoins il est possible de confirmer les points suivants :

- Aucune espèce protégée nationalement ou régionalement n'est présente ;
- Aucune espèce n'est d'intérêt communautaire (identifiée à l'annexe II de la Directive Habitats) ;
- Aucune espèce déterminante ZNIEFF n'est présente ;
- Aucune espèce d'intérêt patrimonial n'est présente.

On retrouve notamment les espèces suivantes sur la zone de projet :

- Strate arborée : Platane commun, Epicéa commun, Bouleau verruqueux, Frêne commun, etc.
- Strate arbustive : Cornouiller sanguin.
- Strate herbacée : Achillée millefeuille, Plantain lancéolé, Trèfle rampant, Ray-grass, Plantain moyen, Chénopode blanc, laiteron piquant, etc.

La flore retrouvée sur la zone de projet correspond à des espèces communes et sans enjeu de conservation.

L'enjeu lié à la flore est faible sur la zone de projet.

Mammifères

Les arbres ne sont pas propices au gîte des chauves-souris (absence d'anfractuosités), en revanche, le terrain peut être utilisé pour l'alimentation.

Aucun mammifère terrestre, ni aucune trace de présence, n'a été vu lors des inventaires (avril 2019 compris).

Les enjeux sont faibles ici (utilisation possible pour la chasse d'espèces communes de chauves-souris).

- **Espèces invasives**

Les inventaires réalisés révèlent la présence de plusieurs espèces invasives.

Trois espèces invasives sont recensées sur la zone de projet. Ces espèces sont inscrites sur les listes des plantes exotiques invasives sur le territoire français métropolitain (d'après le Statut de Serge Müller, 2006) et sur la liste des plantes envahissantes de l'Isère de 2006 :

- Le **Robinier faux-acacia** au niveau des zones herbacées du centre du parc : inscrite en liste 1 (espèce invasive avérée) de la liste du territoire français métropolitain et considérée comme envahissante par la liste de l'Isère ;
- Le **Sorgho d'Alep** au niveau de haies d'arbres ornementaux : inscrite en liste 3 (liste d'observation : espèce à surveiller) et considérée comme potentiellement envahissante par la liste de l'Isère ;
- La **Vergerette annuelle** au niveau de haies d'arbres ornementaux : inscrite en liste 2 (espèce invasive potentielle à surveiller attentivement) et considérée comme potentiellement envahissante par la liste de l'Isère.

Les deux autres espèces recensées dans le secteur et potentiellement présentes sur la zone de projet sont le **Buddleia de David** et l'**Ambroisie à feuille d'armoise** (liste 1 du territoire français métropolitain : espèces invasives avérées et considérées comme envahissantes par la

liste de l'Isère). Ces espèces ont été inventoriées à proximité de la zone de projet, le long du cours d'eau au sud.

L'ensemble des espèces végétales présentées dans ce chapitre ne sont pas identifiées dans la liste des espèces envahissantes pour l'Union Européenne.

Une attention particulière devra être menée en phase travaux, afin de limiter la dispersion de ces espèces exotiques envahissantes végétales. Il faudra ainsi éviter l'export éventuel de terres végétales de la zone de projet et privilégier le déboisement ou le défrichage hors période de fructification.

N.B. : L'arrêté n°2000-1572 du 7 mars 2000 prescrit la destruction obligatoire de l'Ambroisie sur le territoire départemental (présenté en annexe).

I.5. Préconisations vis-à-vis du projet

Compte tenu des enjeux globaux du site, les mesures environnementales envisagées lors des travaux du projet sont les suivantes :

- Délimiter physiquement et strictement l'emprise du chantier ;
- Adopter une vigilance en phase chantier quant à l'apport et la dissémination d'espèces végétales envahissantes exotiques ;
- Désamiantage préalablement à toute démolition, si besoin ;
- Signaler le chantier et séparer les flux (engins / riverains) pour garantir une sécurité optimale ;
- Prévoir une gestion des déchets (bennes fermées) et éventuellement un arrosage des secteurs pour limiter l'envol de poussières, à condition que les matériaux s'y prêtent et que l'eau soit ensuite collectée et ne soit pas directement rejetée dans le milieu naturel.

ANNEXE : ARRETE DEPARTEMENTAL N°2000-1572

PREFECTURE DE L'ISERE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE n° 2000-1572

*prescrivant la destruction obligatoire
de l'ambrosie (*Ambrosia artemisiifolia*)*

*Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU la Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment les articles 1er et 94 ;

VU la Loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et notamment l'article 1er;

VU l'article L.2 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles L.2212-1 et L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Plan Régional de Qualité de l'Air et, en particulier l'orientation 5 qui vise à réduire l'exposition de la population à la pollution atmosphérique et aux pollens allergisants ;

VU l'arrêté du 25 février 1975 fixant les dispositions relatives à l'application des produits antiparasitaires à usage agricole,

VU l'arrêté préfectoral n° 96-1885 du 29 mars 1996 fixant les règles d'entretien des parcelles mises en jachère dans le cadre du gel des terres indemnisées ;

VU la circulaire du 14 juin 1989 relative aux règles d'hygiène : application des dispositions des articles L.1, L.2, L.48 et L.772 du Code de la Santé Publique ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 3 février 2000 ;

CONSIDERANT que l'entretien des terrains relève de la salubrité publique et qu'il incombe aux propriétaires ;

CONSIDERANT que l'ambrosie (*Ambrosia artemisiifolia*) est une plante allergisante qui prospère dans les terrains dénudés, les terres rapportées (remblais) peu ou pas végétalisées, les sols peu ou mal entretenus : friches industrielles, lotissements en cours de construction, chantiers, bas-côtés, terrains vagues, voies de communication, jachères, mais également dans les jardins, dans certaines types de cultures et dans les chaumes ;

.../...

CONSIDERANT que l'ambrosie génère des nuisances importantes auprès de la population et constitue un risque réel pour la santé publique ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Afin de juguler la prolifération de l'ambrosie et de réduire l'exposition de la population à son pollen, les propriétaires, locataires, ayants-droit ou occupants à quel titre que ce soit, sont tenus :

- 1) de prévenir la pousse de plant d'ambrosie
- 2) de nettoyer et entretenir tous les espaces où pousse l'ambrosie.

ARTICLE 2 :

Sur les parcelles agricoles en culture, la destruction de l'ambrosie devra être réalisée par l'exploitant jusqu'en limites de parcelle (y compris talus, fossés, chemins, etc.) .Il devra mettre en œuvre les moyens nécessaires: fauche, broyage, désherbage chimique ou toute autre méthode adaptée.

ARTICLE 3 :

L'obligation de lutte contre l'ambrosie est également imposée aux gestionnaires des domaines publics de l'Etat et des collectivités territoriales, ainsi qu'aux exploitants d'ouvrages linéaires, en particulier de voies de communication.

ARTICLE 4 :

La prévention de la prolifération de l'ambrosie et son élimination sur toutes terres rapportées, sur tout sol remué lors de chantiers de travaux, est de la responsabilité du maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 :

Les techniques de prévention et d'élimination suivantes doivent être privilégiées : végétalisation, arrachage suivi de végétalisation, fauche ou tonte répétée, désherbage thermique.

La mise en œuvre éventuelle de moyens de lutte chimique devra utiliser exclusivement des produits homologués en respectant les dispositions relatives à leur application (arrêté ministériel du 25 février 1975 susvisé). Le produit ayant le plus faible impact sur l'environnement sera privilégié.

La lutte chimique ne sera pas utilisée dans les périmètres immédiats et rapprochés des captages, à l'exception du traitement des cultures qui devront respecter les prescriptions relatives à la protection des captages.

/...

ARTICLE 6 :

L'élimination des plants d'ambrosie doit se faire avant la pollinisation. Elle doit avoir lieu si possible avant la floraison et au plus tard au 1er août de chaque année. Suivant le mode d'élimination choisi, des interventions ultérieures supplémentaires peuvent être nécessaires en raison de phénomènes de repousse.

ARTICLE 7 :

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites en application des dispositions du Code de la Santé Publique.

En outre, en cas de défaillance des occupants, le Maire pourra faire procéder à la destruction des plants d'ambrosie aux frais des intéressés en application des dispositions des articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, les Sous-Préfets des arrondissements de Vienne et La Tour du Pin, les Maires, les directeurs des services communaux d'hygiène et de santé, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, ainsi que les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans toutes les communes du département et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère.

FAIT A GRENOBLE, LE 7 MARS 2000

LE PREFET,